

Yannick POMMELLET
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes
4, Place Pierre Sépard
94130 NOGENT-SUR-MARNE

Tél. 01.43.65.07.54
Port. 06.08.41.40.61
Email : pommellet.yannick@wanadoo.fr

ASSOCIATION A.R.D.E.U.R.
19, rue Bailly
92200 NEUILLY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Yannick POMMELLET
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes
4, Place Pierre Sémar
94130 NOGENT-SUR-MARNE

Tél. 01.43.65.07.54
Port. 06.08.41.40.61
Email : pommellet.yannick@wanadoo.fr

ASSOCIATION A.R.D.E.U.R.
19, rue Bailly
92200 NEUILLY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les membres,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.R.D.E.U.R. relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Opinion

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association A.R.D.E.U.R. à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunération et avantages versés aux membres du conseil d'administration ainsi que sur les engagement consentis en leur faveur, j'ai vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes. Sur la base des travaux, j'atteste l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

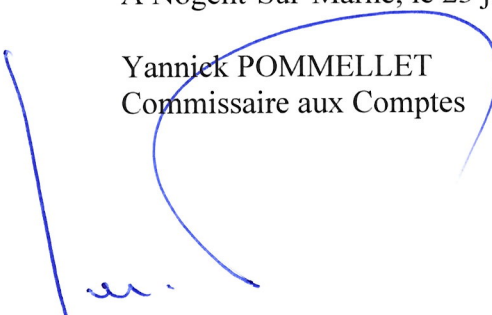
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreur, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en

cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Nogent-Sur-Marne, le 23 juin 2025

Yannick POMMELLET
Commissaire aux Comptes



ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 400	13 920	480	0,04	3 360	0,28
. Autres immobilisations incorporelles	6 230	6 230				
Immobilisations corporelles						
. Autres immobilisations corporelles	155 700	131 160	24 540	2,03	28 245	2,32
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	30 000		30 000	2,48	30 000	2,46
. Prêts	7 933		7 933	0,66		
. Autres	26 244		26 244	2,17	10 269	0,84
TOTAL (I)	240 507	151 309	89 197	7,37	71 873	5,90
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	447 215	2 503	444 712	36,75	459 869	37,78
. Autres	86 329		86 329	7,13	45 439	3,73
Disponibilités	567 894		567 894	46,92	620 479	50,97
Charges constatées d'avance	22 115		22 115	1,83	19 582	1,61
TOTAL (II)	1 123 552	2 503	1 121 049	92,63	1 145 369	94,10
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 364 059	153 812	1 210 247	100,00	1 217 242	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	258 898	21,39	258 898	21,27
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau	707 057	58,42	666 159	54,73
Excédent ou déficit de l'exercice	53 019	4,38	40 897	3,36
Situation nette (sous total)	1 018 974	84,20	965 955	79,36
TOTAL (I)	1 018 974	84,20	965 955	79,36
FONDS REPORTES ET DEDIES				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques	6 595	0,54		
TOTAL (III)	6 595	0,54		
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			100 200	8,23
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 141	4,80	26 714	2,19
Dettes fiscales et sociales	124 487	10,29	124 373	10,22
Autres dettes	2 050	0,17		
TOTAL (IV)	184 678	15,26	251 287	20,64
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 210 247	100,00	1 217 242	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 26/05/2025

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	12 160		12 880		-720	-5,58
Ventes de biens et services						
- Ventes de prestations de services	2 738 640		2 360 453		378 187	16,02
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	176 492		161 627		14 865	9,20
- Ressources liées à la générosité du public						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	3 453		7 529		-4 076	-54,13
Autres produits	5 413		4 420		993	22,47
Total des produits d'exploitation (I)	2 936 157		2 546 909		389 248	15,28
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Autres achats et charges externes	288 031		191 472		96 559	50,43
Impôts, taxes et versements assimilés	118 486		109 579		8 907	8,13
Salaires et traitements	2 012 686		1 816 083		196 603	10,83
Charges sociales	446 550		367 166		79 384	21,62
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 549		14 205		-2 656	-18,69
Autres charges	28 322		28 556		-234	-0,81
Total des charges d'exploitation (II)	2 905 624		2 527 061		378 563	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	30 533		19 848		10 685	53,83
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations	18 000		12 000		6 000	50,00
Autres intérêts et produits assimilés	15 346		12 654		2 692	21,27
Total des produits financiers (III)	33 346		24 654		8 692	35,26
CHARGES FINANCIERES:						
Intérêts et charges assimilées	1 064		1 060		4	0,38
Total des charges financières (IV)	1 064		1 060		4	0,38
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	32 282		23 593		8 689	36,83
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	62 815		43 441		19 374	44,60
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	6 595				6 595	N/S
Total des charges exceptionnelles (VI)	6 595				6 595	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-6 595				-6 595	N/S
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 201		2 544		657	25,83
Total des produits (I + III + V)	2 969 503		2 571 563		397 940	15,47
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 916 484		2 530 665		385 819	15,25

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
EXCEDENT OU DEFICIT	53 019	40 897	12 122	29,64
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature	30 800	45 000		
Bénévolat	39 840	39 384		
TOTAL	70 640	84 384		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	30 800	45 000		
Prestations				
Personnel bénévole	39 840	39 384		
TOTAL	70 640	84 384		

A. R. D. E. U. R.
19 rue Bailly

92200 NEUILLY SUR SEINE

Annexe

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 210 247 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un excédent de 53 019 euros, présentée sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

L'Association A.R.D.E.U.R. met du personnel à disposition de ses clients - PARTICULIERS, ENTREPRISES, COLLECTIVITÉS - dans des secteurs variés.

A.R.D.E.U.R. est compétente dans les HAUTS DE SEINE et à PARIS et membre de la fédération nationale Coorace www.coorace.org. Administrée par des dirigeants actifs ou à la retraite, d'élus locaux, issus des secteurs de l'industrie, des services, de la banque, de l'humanitaire. A.R.D.E.U.R. est gérée par 10 permanents, sur 3 antennes dans le 92. L'Association propose, par le biais de missions ponctuelles ou régulières, à près de 468 demandeurs d'emploi de trouver un emploi stable.

SOMMAIRE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- État des immobilisations
- État des amortissements
- État des provisions
- État des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Effectif moyen

RÉMUNÉRATION, AVANCES ET CRÉDITS ALLOUÉS AUX DIRIGEANTS

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Règles et méthodes comptables

L'association ARDEUR a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du Plan comptable général et du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage prévue :

Logiciels informatiques	1 an
Agencements, aménagements, installations	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 4 ans
Mobilier	de 3 à 5 ans
Site internet	5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont composées majoritairement de clients (particuliers, sociétés et collectivités).

FONDS PROPRES

Les fonds propres sont constitués des apports effectués lors de la constitution de l'association et des excédents transférés sur la ligne report à nouveau.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Néant.

FONDS DÉDIÉS

Néant.

EMPRUNTS

Tous les emprunts et dettes financières divers sont valorisés à leur valeur nominale.

Changements de méthode

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du plan comptable général et dans le respect du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique notamment les principes énoncés dans le plan comptable associatif qui sont :

- la continuité de l'exploitation ;
- la régularité ;
- la sincérité ;
- le principe de prudence ;
- la permanence des méthodes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

État des immobilisations

	Valeur brute des Immobilisations	Augmentations		Diminutions		Valeur brute immob.	Réév. Lég. Val. Origine
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement							
Autres immobilisations incorporelles	20 630					20 630	
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, constructions							
Installations techniques, matériel et outillages industriels							
Autres installations, agencements, aménagements	80 499		3 212			83 711	
Mobilier	14 889					14 889	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	55 347		1 752			57 099	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL	150 735		4 964			155 700	
Participations évaluées par équivalence							
Autres participations	30 000					30 000	
Autres titres immobilisés	10 268		23 909			34 177	
Prêts et autres immobilisations financières							
TOTAL	40 268		23 909			64 177	
TOTAL GENERAL	211 633		28 873			240 507	

État des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Éléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	17 269	2 880		17 269
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	55 012	7 040		62 053
Mobilier	12 795	776		13 572
Matériel de bureau, informatique, mobilier	54 682	853		55 535
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	122 490	8 669		131 160
TOTAL GENERAL	139 760	11 549		151 309

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	2 880				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	7 040				
Mobilier	776				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	853				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	8 669				
TOTAL GENERAL	11 549				

État des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	4 007		1 504	2 503
TOTAL Dépréciations	4 007		1 504	2 503
TOTAL GENERAL	4 007		1 504	2 503
Dont dotations et reprises : - d'exploitation			1 504	

État des échéances des créances et des dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	7 933		7 933
Autres immobilisations financières	26 244		26 244
Clients douteux ou litigieux	2 503	2 503	
Autres créances clients	445 120	445 120	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 054	2 054	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	39 346	39 346	
- Divers	6 607	6 607	
Groupe et associés	19 821	19 821	
Débiteurs divers	18 500	18 500	
Charges constatées d'avance	22 115	22 115	
TOTAL GENERAL	590 245	556 067	34 177
Montant des prêts accordés dans l'exercice	7 933		
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	50 797	26 713		
Personnel et comptes rattachés	19 823	19 823		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	99 666	99 666		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	3 201	3 201		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	1 796	1 796		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 050	2 050		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	177 334	177 334		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	100 199			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 141
Dettes fiscales et sociales	124 487
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	182 628

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	22 115	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	22 115	

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Variation des fonds propres

	Au 01/01/2023	Affectation	Résultat	Au 31/12/2024
Fonds propres	258 898			258 898
Report à nouveau	666 159	40 897		707 057
Résultat de l'exercice	40 897	-40 897	67 367	53 019
Total	965 954	0	67 367	1 018 974

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

	Personnel salarié	Intervenants
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	4	468
Ouvriers		
TOTAL	10	468

RÉMUNÉRATION, AVANCES ET CRÉDITS ALLOUES AUX DIRIGEANTS

Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération. Ils exercent cette activité à titre bénévole.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Conformément à l'article L 431-10 du règlement 2018-06 de l'ANC, l'Association comptabilise les contributions volontaires en nature dont elle bénéficie :

- Mise à disposition d'un local de 80 m² servant de siège social. Le local a été estimé au prix du marché à 30 800 € correspondant à la valeur locative de locaux à usage de bureaux à proximité du quartier Gouraud à Neuilly sur Seine soit 385 € le m² HT par an en 2024.

Par ailleurs, l'Association bénéficie de bénévolat valorisé, pour 2024, à 39 840 € correspondant à 1 ETP. Le bénévolat est estimé à la valeur de remplacement, laquelle correspond à la moyenne annuelle des salaires bruts perçus par les permanents de l'Association en 2024 soit 39 840 €.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
SAS ARDEUR SOLUTION	30 000 €	202 680 €	100%	30 000 €	30 000 €	19 821 €	Néant	1 598 872 €	9 540 €	18 000 €

EVENEMENTS POST CLÔTURE

Un contrôle Urssaf sur les exercices 2022 et 2023 a démarré le 27/01/2025. Selon la lettre d'observations, reçue le 18/04/2025, la vérification a entraîné un rappel de cotisations, contributions et taxes obligatoires recouvrés par les organismes du recouvrement d'un montant total de 5 450,00 € auprès de l'URSSAF, dont 2 814,00€ pour 2022 et 2 636,00 € pour 2023. Vu que le montant total des redressements était inférieur au plafond annuel de la Sécurité sociale, la majoration de retard de 5% n'a pas été appliquée. Ardeur n'a pas contesté la décision et va régulariser les montants.

OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES